

RAPPORT SYNTHÈSE DES RESULTATS D'ETUDE SUR LES MOBILITES HUMAINES DE SIX COMMUNES DE LA REGION DE SEDHIOU A DAKAR, A ZIGUINCHOR ET EN GAMBIE

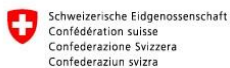
Communes de Sédhiou, Marsassoum, Oudoucar, Bounkiling, Diaroumé et Goudomp

Grdr en partenariat avec l'ARDS et l'UASZ

Dans le cadre du programme d'appui aux initiatives de co-développement économique local dans la région de Sédhiou (PAICODELS)



Le Grdr est soutenu par l'AFD



Les conclusions émises dans ce rapport sont tirées de l'analyse des données collectées auprès des ressortissants de six (6) communes pilotes de la région vivant à Dakar, à Ziguinchor, et en Gambie.

Table des matières

Sigles et abréviations.....	4
Introduction	5
I. Rappels du cadre général de l'étude	5
1.1. Contexte et justification de l'étude	5
1.1.1. Zones cibles.....	6
1.1.2. Corridors de mobilité ciblés	7
1.2. Méthodologie de travail.....	7
1.2.1. La revue documentaire et les entretiens de cadrage	7
1.2.2. Le repérage de la cible et l'échantillonnage.....	7
1.2.3. La collecte des données	8
1.2.4. L'analyse et l'interprétation des résultats.....	8
1.2.5. Le suivi et l'approfondissement de l'étude.....	9
II. SYNTHÈSE DES RESULTATS	9
2.1. Principales caractéristiques des migrations dans les six communes	9
2.1.1. Une émigration plus interne qu'externe.....	9
2.1.2. Dakar la principale destination en Afrique	10
2.1.3. Une émigration pendulaire avec le Maghreb comme zone de transit et l'Europe la seconde destination	10
2.1.4. Prédominance de l'émigration masculine	11
2.1.5. Les immigrés des six communes, d'où viennent-ils ?.....	11
2.1.6. Pourquoi sont-ils là ?	12
2.1.7. Comment sont-ils intégrés dans les six communes ?	12
2.2. Principales conclusions sur l'analyse de la dynamique associative des ressortissants des six communes.....	12
2.2.1. Du défi de formalisation des associations de ressortissants des six communes ...	12
2.2.2. Régions de concentration des associations de ressortissants.....	13
2.2.3. Le village comme principal échelle de structuration des associations	13
2.2.4. Pourquoi les associations se créent-elles ?.....	14
2.2.5. Implication des jeunes et des femmes dans les associations	14
2.2.6. Les systèmes de gouvernances des associations de ressortissants des six communes à l'épreuve des droits d'ainés et coutumiers	14
2.3. Principales conclusions du répertoire des initiatives de co-développement des ressortissants des six communes	15

2.3.1. Secteurs de concentration des projets collectifs des ressortissants des six communes	15
2.3.2. Evaluation des pratiques partenariales des associations de ressortissants	16
2.3.3. Apports des ressortissants des six communes aux territoires d'origine.....	16
2.3.4. Qu'est-ce qui plombe l'investissement des ressortissants des six communes ?....	17
Conclusion	18

Sigles et abréviations

ADG	Association pour le développement de Goudomp
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ARDS	Agence Régionale de Développement Sédhiou
ARM	Association des ressortissants de Maranda
ARPM	Association des ressortissants de Pakaw Manconomba
ADS	Association pour le Développement de Sédhiou
CEDPS	Centre Départemental d'Education Populaire Sportive
CL	Collectivité Locale
CNCA	Caisse Nationale de Crédit agricole
CR	Communauté Rurale
Grdr	Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural
HOM	Help Office for Migrants
IDMA	Initiative pour Développement de Marsassoum
JUG	Jeunesse Unifiée de Goudomp
PAICODELS	Projet d'Appui aux Initiatives de Co-Développement Economique et Local dans la région de Sédhiou
RGPFAE	Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage
UASZ	Université Assane Seck de Ziguinchor
UCASE	Union culturelle artistique de Sédhiou

Introduction

Dans le cadre de cette étude sur la migration dans région de Sédhiou particulièrement dans les communes de Bounkiling, Diaroumé, Goudomp, Marsassoum, Oudoucar et Sédhiou, plusieurs enseignement sont ressortis. Nous avons dans chacun des livrable essayer de faire une analyse détaillée ressortant les spécificités des ressortissants, de leurs associations et de leurs projets en fonction de leur territoire de vie. Cette approche est également doublée d'une autre approche par le territoire d'origine permettant de retracer les spécificités des profils migratoires au niveau de chacune des six communes pilotes. Ce rapport de synthèse quant à lui cherche à faire une analyse plus globalisante afin de permettre une meilleure lecture des enseignements généraux tirés de l'étude aussi bien au niveau des répertoires associatifs qu'au niveau des profils migratoires. Il est structuré en deux (02) grandes parties.

La partie I. Rappel du cadre général de l'étude, donne les éléments de contexte et les repères méthodologiques ayant bâti le processus.

La partie II. Synthèse des principales conclusions, essaie de retracer de manière synthétique les caractéristiques essentielles que nous pouvons retenir de la dynamique migratoire des ressortissants des six communes, de leurs associations et de leurs projets.

I. Rappels du cadre général de l'étude

1.1. Contexte et justification de l'étude

Créée en 2008, la région de Sédhiou compte 434.877 habitants en 2013¹ dont 76,11% ont moins de 35 ans et une très large majorité vit en milieu rural.

A en croire au dernier recensement général de la population, la région de Sédhiou compte **452 994 habitants** soit 3,35 % de la population nationale avec une densité de 62 habitants au km² et un taux d'accroissement intercensitaire de 2,6 % entre 2002-2013. La répartition par sexe est légèrement en faveur des hommes qui sont évalués à **229 468 hommes** soit **50,65 %** contre **223 526 femmes** soit les **49,34%**.

Elle est considérée comme la troisième région la plus pauvre au Sénégal avec **68,3%** de la population qui vit avec moins d'un dollar par jour.

La couverture des besoins en services sociaux de base reste encore à désirer avec un taux d'accès à l'eau potable largement en dessous de la moyenne nationale (37,71% contre 89% au niveau national), un taux d'accès à l'assainissement encore insuffisant en milieu rural (14,3%)², contre 22,5% en milieu urbain³ et un taux brut de mortalité qui avoisine les 10,3‰ contre 7,7 ‰ au niveau national. Cette mortalité est plus accrue chez les enfants parmi

¹ RGPH 2013, Agence nationale de la statistique et de la démographie

² MICS-II-2011

³ RAC PEPAM 2010

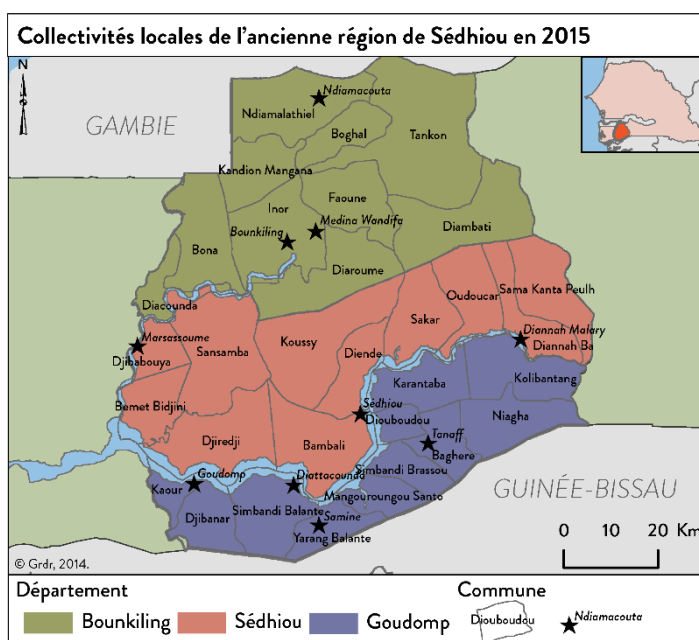
lesquels près de 14,2% décèdent avant d'atteindre l'âge de cinq (5) ans contre une moyenne nationale de 7,2% chez cette catégorie d'âge.

Au regard de ce qui précède, légitime de prédire une mobilité importante de la population à la recherche de meilleures conditions de vie. 65% des familles sont concernées par le phénomène de la migration qui se manifeste par des départs, mais aussi des arrivées et des transits du fait de ses potentialités économiques et de sa position carrefour entre la Gambie, la Guinée Bissau et les autres régions du Sénégal.

Mais cette mobilité est loin de traduire une rupture avec le territoire d'origine. La plupart des migrants reviennent assez fréquemment et s'organisent dans leurs territoires d'accueil pour contribuer au développement de la région.

De ce fait, le problème fondamental qui se pose et que tente de résoudre cette étude est celui de la production de connaissances fiables sur la population migrante de la région de Sédhiou, leurs destination et l'ampleur de leur transfert de fond sur le développement régional. Ni l'Agence nationale de la statistique (ANSD), ni l'Agence régionale de développement de Sédhiou, ni les collectivités locales ne disposent d'une visibilité claire et précise sur les mobilités humaines et leur contribution au développement des différentes collectivités locales. Cette étude contribue à combler ce besoin et s'inscrit dans la continuité des initiatives prises par l'ARD de Sédhiou consistant à mettre en place un bureau d'aide aux migrants (HOM «Help Office Migrants») travaillant d'abord sur la mise en place d'une base de données. Elle est conduite par le Grdr en partenariat avec l'ARD de Sédhiou dans le cadre du projet d'appui aux initiatives de co-développement économique local en région de Sédhiou (PAICODELS) financé par l'union européenne et la coopération suisse par le biais de l'initiative conjointe pour la migration et le développement (ICMD).

1.1.1. Zones cibles



Cette étude est axée sur la région de Sédhiou. Créée par la loi n°2008-14 du 18 mars 2008, cette région est divisée en trois départements ; Sédhiou, Bounkiling et Goudomp respectivement. Elle compte 46 collectivités locales dont les trois départements cités plus haut et 43 communes.

L'étude prend en compte les trois départements et cible essentiellement six (06) communes assez bien répartis. Il

s'agit des communes de Sédhiou, Marsassoum et Oudoucar dans le département de Sédhiou, Bounkiling et Diaroumé dans le département de Bounkiling et la commune de Goudomp dans le département avec lequel elle partage le nom. Le ciblage de ces communes répond à des critères précis dont l'importance des mobilités humaines de manière générale dans ces communes et l'importance des actions de développement impliquant les ressortissants de ces communes vivant à l'extérieur. La cartographie ci-après donne un regard précis de cette zone cible.

1.1.2. Corridors de mobilité ciblés

Une chose est de partir de 6 communes pilotes parmi les 43 de la région, une autre est de définir de manière précise les corridors de mobilités qui intéressent l'étude. Sans disposer de statistiques précises, il est estimé que les plus fortes communautés de ressortissants de Sédhiou se trouvent d'abord à l'intérieur du pays, en capitale et dans les autres régions limitrophes, ensuite dans les pays frontaliers comme la Gambie. Cela s'explique par les liens socioculturels forts qui existent entre ces pays et la Casamance, la précarité de la région, mais aussi l'influence de la crise Casamançaise qui fait de ces pays frontaliers des zones de refuge des populations.

Cette étude s'intéresse donc aux migrations de ces six (06) communes vers les régions de Ziguinchor, Dakar, Kolda, vers la Gambie et vers la Guinée Bissau.

Cependant, la réalité des faits s'imposant à nous, nous serons appelés à faire apparaître dans notre exposé, des informations sur d'autres destinations des migrants en Afrique et vers les autres continents ; cela, pour mieux cerner l'ampleur de la dynamique migratoire sur nos corridors cibles dans les mobilités humaines de la région de façon générale. Il faut tout de même, noter qu'à Kolda et en Guinée Bissau, nous n'avons pas trouvé d'associations de ressortissants de ces six communes.

1.2. Méthodologie de travail

1.2.1. La revue documentaire et les entretiens de cadrage

La revue documentaire à consister à visiter les données disponibles au niveau du help office for Migrants (HOM) et les rapports d'études similaires menées par le Grdr dans d'autres territoires. Ce travail est fait par le consultant et complété par les étudiants qui ont pu faire une synthèse de leur notes de lectures de quelques œuvres scientifiques.

1.2.2. Le repérage de la cible et l'échantillonnage

Nous avons donc procédé avec l'aide des collectivités locales et des délégués de quartiers et chefs de village, à l'identification des familles de migrants et des communautés d'immigrés au niveau de chaque village et chaque quartier. Ce travail d'identification a permis d'avoir une base de sondage et de retenir un échantillon constitué comme suit :

Tableau 1 : Nombre d'association d'émigrés à enquêter dans la zone d'intervention

Répartition des associations	Associations recensées	Associations prévues pour l'enquête	Associations enquêtées
Sénégal	37	34	23
Gambie	10	10	5
Guinée Bissau	1	1	0
Total	48	45	28

Tableau 2 : Nombre d'association d'émigrés à enquêter au Sénégal

Répartition des associations	Associations recensées	Nombre d'associations prévues pour l'enquête	Nombre d'associations enquêtées
Dakar	24	24	16
Ziguinchor	7	7	5
Kolda	3	3	2
Total	34	34	23

La difficulté principale à laquelle nous avons été confrontés est le fait que nous n'avions pas les contacts de la plupart de ces associations. Cela s'explique par une certaine réticence de la part des chefs de familles et de chefs de villages à fournir les contacts et les informations détaillés sur les migrants. C'est ce qui explique le différentiel entre le nombre d'associations prévues pour l'enquête et le nombre d'association enquêtées. Toutefois, nous avons pu recourir à la méthode d' « effet boule de neige »⁴ pour atteindre le maximum d'associations.

1.2.3. La collecte des données

Nous avons utilisé essentiellement l'interview semi-structurée et le focus groupe avec les représentants associatifs et quelques membres des associations. Il faut dire au passage qu'il a été très difficile de ressembler un nombre importants des membres des associations pour l'organisation des focus-groupes. Des visites de terrains ont été faites pour confirmer et étayer l'argumentaire avec certains bénéficiaires et acteurs impliqués dans la réalisation des projets évoqués. Cela était nécessaire d'autant plus que nous avons eu quelques difficultés à recueillir toutes les informations avec les certains représentant associatifs qui, soit étaient méfiants, soit ne maitrisaient pas toutes les informations relatives à leurs projets, faute d'une bonne gestion financière. D'autres n'étaient pas fonctionnelles et ne parvenaient pas à renseigner toutes les informations demandées.

1.2.4. L'analyse et l'interprétation des résultats

L'analyse repose essentiellement sur l'exploitation et l'interprétation des données quantitatives recueillies lors des entretiens avec les associations. Mais la mise en débat de

⁴ Procédé consistant à s'appuyer sur chacune des associations enquêtées pour identifier et localiser une autre de l'échantillon.

ses données avec les acteurs locaux a permis d'intégrer des informations qualitatives qui permettent d'étayer l'argumentaire.

1.2.5. Le suivi et l'approfondissement de l'étude

Deux ateliers régionaux ont été organisés pour restituer et valider les données recueillies. Cette première phase dénote surtout d'une approche par le territoire d'accueil ayant permis de jeter un regard sur la dynamique des associations de migrants en partant de leur territoire d'accueil. Cependant après relecture, le Grdr s'est rendu compte de quelques manquements et a jugé nécessaire de compléter les données par une approche par les communes d'origine permettant de compléter et de mettre en débat les informations avec les acteurs locaux qui interagissent directement avec ces associations de migrants au niveau des 6 communes. Cette approche, en plus de permettre l'approfondissement des répertoires, a aussi permis de dresser les profils migratoires des 6 communes, prenant en compte de leurs spécificités.

II. SYNTHÈSE DES RESULTATS

2.1. Principales caractéristiques des migrations dans les six communes

2.1.1. Une émigration plus interne qu'externe

Tableau n°3 : Répartition des émigrés par continent		Graphique n°1 : Répartition des émigrés par continent	
Continent	Quantité		
Afrique	2252	Afrique	69%
Amérique	18	Europe	30%
Asie	2	Asie	0%
Europe	971	Amérique	1%
Total	3243		

Source : enquête 2015

Ce fort taux d'émigrés en Afrique (69%) démontre que l'émigration interne au continent est très développée. En dehors de l'Afrique, le continent européen est le plus ciblé par les émigrés de la région de Sédhiou du fait des vieilles relations entre l'Afrique et l'Europe, sa proximité de l'Afrique et sa facilité accès par rapport aux autres continents, l'attraction de ses pays du fait de leur développement. Cela est accentué par la pauvreté extrême des pays africains aggravée par la mal gouvernance, les crises économiques, les conflits, etc. exposant ainsi particulièrement la tranche des jeunes à l'émigration avec n'importe quel moyen et quelques soient le prix à payer.

49,33% des émigrés recensés (**1 600** sur **3 243**) sont installés au Sénégal. Cela démontre également que l'émigration interne au Sénégal est assez développée surtout pendant les années de sécheresse et de faibles pluviométries. En dehors du Sénégal, les effectifs les plus élevés sont enregistrés successivement en Gambie (463), en Espagne (444), en France (396).

2.1.2. Dakar la principale destination en Afrique

Les 2/3 des émigrés de Sédhiou soit 75% sont regroupés dans la région de Dakar, capitale du pays. En effet, il y a un grand écart économique entre Dakar et les autres régions du pays particulièrement celle de Sédhiou. En d'autres termes, l'essentiel des infrastructures économiques et administratives sont concentrés à Dakar développant une macrocéphalie économique favorisant ainsi l'exode rurale. Ce phénomène s'est accentué au cours des années de sécheresse de 1973 et 1984 et de années de faibles pluviométries. Il faut aussi signaler que pour certains émigrés, Dakar constitue une zone de transit pour accumuler la somme d'argent nécessaire et rallier d'autres destinations telles que le Maroc, l'Espagne et l'Italie.

2.1.3. Une émigration pendulaire avec le Maghreb comme zone de transit et l'Europe la seconde destination

2% des migrants se trouvent au Maghreb. Cela s'explique par la proximité de ces pays dont la Libye par rapport à l'Europe et certains migrants.

Tableau 4 : Répartition des émigrés des 6 collectivités locales en Europe

Pays	Nombre	Pays	Nombre
Allemagne	6	Hollande	3
Angleterre	5	Italie	93
Belgique	3	Portugal	7
Espagne	444	Suisse	13
France	396	Turquie	1

Source : données enquêtes Grdr, 2015

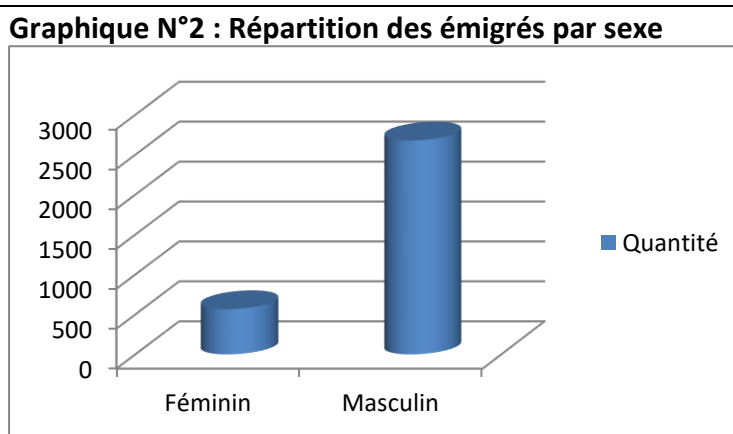
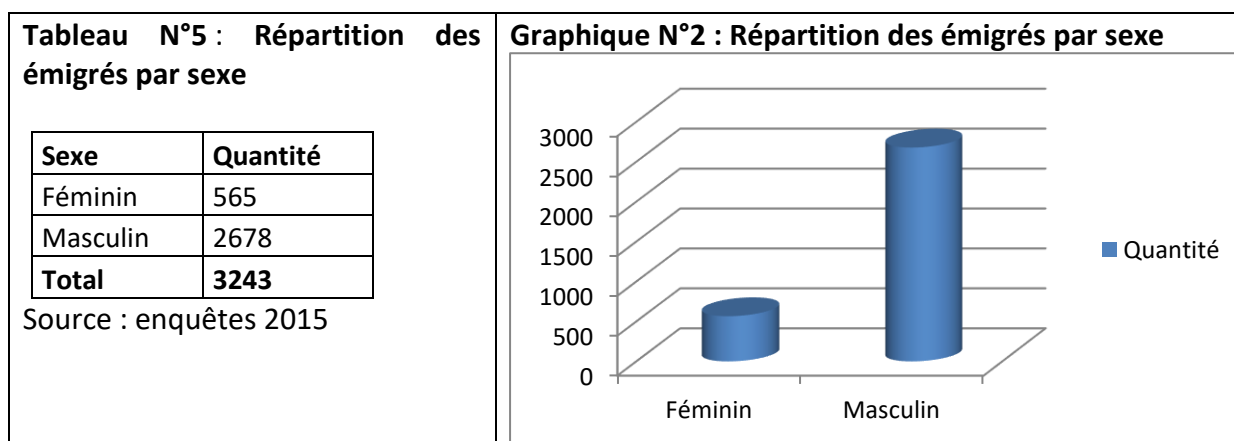
La destination de l'Espagne a commencé se développer un peu avant les années 2 000. Suite au désespoir des jeunes après l'alternance du régime politique au Sénégal en 2 000, le phénomène a été accéléré. La majeure partie de ces candidats à l'émigration à cette époque sont parti illégalement en pirogue à partir des côtes sénégalaises. D'autres y ont même perdu leur vie au cours de leurs voyage avec les embarcations de fortunes et certains malheureux ont été refoulés. Parmi ces émigrés clandestins, il y a moins ou pas du tout de femmes ou des intellectuels.

La destination française est la plus ancienne. La majeure partie de ces émigrés sont partis de manière plus ou moins légale. Bien vrai que la majorité des émigrés y sont allés pour la recherche du travail, il y a d'autres qui y sont partis dans le cadre des études.

L'Italie est la nouvelle destination par des embarcations de fortunes pour atteindre l'Europe à partir de la Libye. Cette destination a commencé à se développer avec la crise en Libye qui est à l'origine de l'ouverture des frontières avec tous les risques.

2.1.4. Prédominance de l'émigration masculine

L'émigration féminine ne représente que le 1/5 des effectifs. Cela est très faible, mais on constate une féminisation progressive de l'émigration.

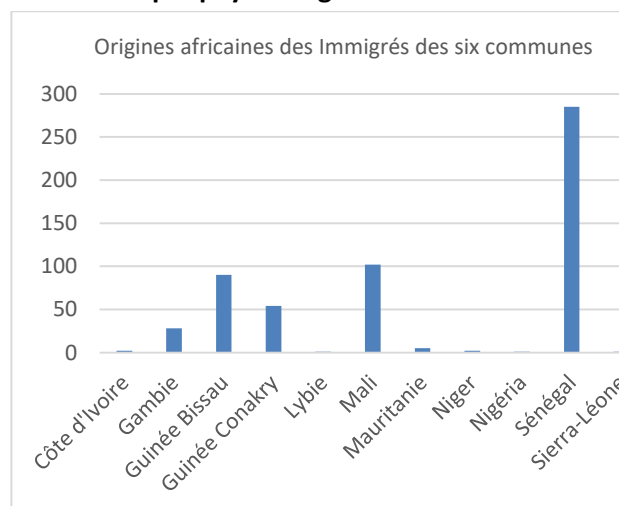


2.1.5. Les immigrés des six communes, d'où viennent-ils ?

Tableau N°6 : Répartition des immigrés des 6 communes par pays d'origine

Pays	Nbre	Pays	Nbre
Côte d'Ivoire	2	Mali	102
Gambie	28	Mauritanie	5
Guinée Bissau	90	Niger	2
G. Conakry	54	Nigéria	1
Lybie	1	Sénégal	285
Sierra-Léone	1	Total	571

Graphique N°3 : Répartition des immigrés des 6 communes par pays d'origine



Source : donnée enquête Grdr 2014

Les sénégalais représentent 50% des immigrés et les autres 50% sont constitués par d'autres nationalités. Parmi ces autres nationalités, les maliens sont majoritaires suivi des Bissau guinéens, les guinéens de Conakry et les gambiens.

La plus part des maliens s'investissent dans le secteur de la pêche et le commerce. A l'exception de quelques-uns, ces pêcheurs particulièrement les jeunes sont sous équipés. Ils

disposent généralement que de filets. Ils louent le plus souvent des pirogues. Vu leurs revenus modestes, la plupart de ces pêcheurs ont choisi de s'installer dans la région de Sédhiou particulièrement à Marsassoum, Sédhiou, Goudomp,... pour éviter les coûts élevés de la vie telle que la location des maisons. Bien vrai qu'ils soient attirés par les ressources halieutiques, mais ils sont plus motivés par le niveau de vie du milieu rural qui est relativement moins chère. Selon les dires d'acteurs *«j'étais à Ziguinchor puis à Sédhiou, malheureusement je n'ai pu rien réaliser. J'ai finalement choisi de m'installer à Marsassoum. Actuellement j'ai un lit, une télévision et j'ai fait venir ma femme, car je dépense moins»*.

Quant aux Bissau guinéens, ils sont en majorité des réfugiés. Ils s'activent dans l'agriculture et l'élevage de porcs et aussi des petits travaux.

S'agissant des guinéens de Conakry, ils sont dans le commerce. La plus part des boutiques sont tenues par ces guinéens.

2.1.6. Pourquoi sont-ils là ?

Les immigrés des six communes jouent leurs partitions dans l'approvisionnement de la population en denrée de premières nécessités. Les pêcheurs maliens et guinéens facilitent non seulement l'approvisionnement en poisson, mais contribuent au développement du petit commerce des femmes («banabana»). Cependant, il faut noter que certaines pratiques de pêche abusive appliquées par certains pêcheurs sont en train d'épuiser les ressources halieutiques.

Quant aux cultivateurs et aux éleveurs, ils facilitent l'accès aux produits agricoles et au cheptel dans le marché local surtout pendant les «Louma» (marchés hebdomadaires).

2.1.7. Comment sont-ils intégrés dans les six communes ?

Toutefois, il faut retenir que ces immigrés ne se présentent pas généralement auprès des chefs de village ou des délégués de quartier à leur arrivée. Ils ne se présentent généralement qu'en cas de problèmes. Ce qui fait que parfois, ils sont méconnus par des autorités locales. Leurs relations avec les autorités administratives sont généralement limitées à la demande ou livraison de services administratifs.

2.2. Principales conclusions sur l'analyse de la dynamique associative des ressortissants des six communes

2.2.1. Du défi de formalisation des associations de ressortissants des six communes

Sur les 25 organisations rencontrées 6 sont des associations informelles («Dahira»). Elles ont comme mission principale l'organisation des manifestations et la construction des infrastructures religieuses. Les 15 autres associations sont formelles dont 10 sont reconnues et 5 en cours de reconnaissance. Les 14 associations formelles sont au Sénégal particulièrement à Dakar. En effet, au Sénégal les organisations ont tendance à se formaliser par nécessité, car pour mener certaines activités ou bénéficier de certains avantages ou services, il faut être reconnu officiellement.

Quant en Gambie, il n’y a qu’une seule association formelle en Gambie. Les autres ne sentent pas la nécessité de se formaliser au Sénégal ou en Gambie, car elles ne trouvent aucun intérêt.

Ces associations sont constituées majoritairement de femmes, et puis d’hommes généralement originaires du même village. Les jeunes sont moins nombreux. Une bonne partie des fils ou filles des émigrés ne sont pas membres de ces associations, car ils sont moins intéressés aux affaires de leurs villages d’origine.

2.2.2. Régions de concentration des associations de ressortissants

La majeure partie des associations rencontrées sont au Sénégal particulièrement Dakar puis à Ziguinchor. Il y avait également deux associations «Dahira» à Kolda, mais elles ne sont plus fonctionnelles, il a plus de 5 ans. D’autres associations sont sises en Gambie. La prédominance de ses destinations est due en partie à la diversification de l’offre d’emploi saisonnier, mais également au fait que ces régions constituent des zones de transit par rallier d’autres destinations africaines et européennes.

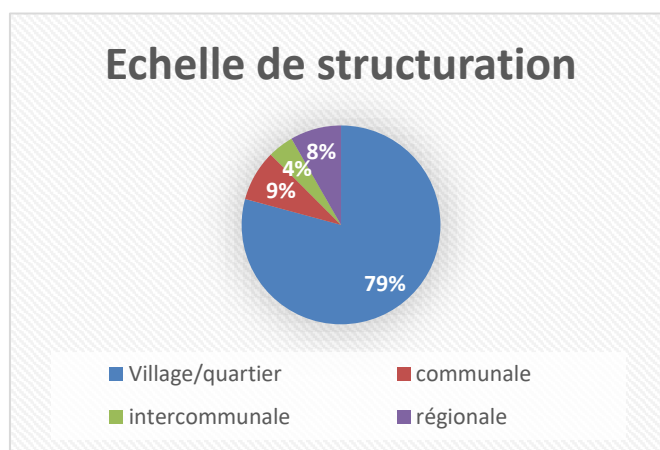
2.2.3. Le village comme principal échelle de structuration des associations

Tableau N°7 : Echelle de structuration des associations de ressortissants

Echelles	Nombre	%
Village/quartier	19	79,2
communale	2	8,3
intercommunale	1	4,2
régionale	2	8,3
Total	24	100,0

Source : Données enquête 2015

Graphique N°4 : Echelle de structuration des associations de ressortissants



Les associations de ressortissants ont tendance à se structurer à l’échelle villageoise. Cela est dû en partie au fait que la majorité d’entre elles ont pour objectif la participation au « Gamou » de leur villages. Cette forme de structuration est d’ailleurs plus importante en Gambie où l’objectif commun des associations est la participation aux « Gamou », tandis que les associations communales et intercommunales recensées se trouvent à Dakar et à Ziguinchor, plus orienté vers l’appui au développement des territoires d’origine et à l’intégration des membres dans les territoires de vie.

2.2.4. Pourquoi les associations se créent-elles ?

L'entre-aide et la solidarité occupent une place de choix dans les objectifs de création des associations de ressortissants des six communes. Cette solidarité se manifeste tantôt par l'organisation de transport collectif pour la participation aux « Gamou » de leurs villages d'origine respectifs, soit par l'entre-aide entre membres en cas de décès, de baptême ou de mariage d'un membre de la famille, soit par le renforcement des capacités et l'insertion socioprofessionnelle des membres. Cette dynamique de solidarité est également un prétexte de maintien des liens de parenté entre ressortissants et fils de ressortissants d'un même village. On note quand-même quelques différences en fonction des territoires de vie. Du côté de la Gambie où les associations ont plus un caractère religieux, la participation aux « Gamou » est le premier objectif et les investissements physiques sont plus orientés vers la construction, l'aménagement et l'équipement d'espaces de culte. Du côté de Dakar et Ziguinchor, quelques associations s'orientent vers des investissements économiques individuelles et rarement vers des infrastructures sociales structurantes.

2.2.5. Implication des jeunes et des femmes dans les associations

La collaboration des jeunes fût très timide à la création de ces organisations. La direction des organisations était confiée aux anciens et les plus jeunes n'avaient pratiquement pas le droit à la parole. Ils ne faisaient que s'exécuter tout en respectant le droit d'ânés. De nos jours, dans certaines organisations, la gestion est confiée aux jeunes. Ce qui fait qu'ils sont très impliqués dans le fonctionnement de leurs structures. Avec leur implication progressive dans la gestion des affaires de leurs organisations, les structures sont en train de connaître une mutation sensible par rapport à la transparence de la gestion, à l'utilisation des ressources surtout financières au niveau de leur localité d'accueil comme d'origine. Jadis, toutes les ressources mobilisées annuellement sont utilisées exclusivement pour l'organisation des «Gamou» villageois ou la construction d'infrastructures religieuses par un groupe de sages, les plus âgés. En cas de détournement, aucun compte n'est demandé par devoir de respect aux ainés. Avec l'implication des jeunes, des comités de gestion sont souvent mis en place pour organiser les «Gamo» et décider d façon concertée de l'utilisation des ressources restantes dans des projets de développement. Il faut dire que les femmes sont très impliquées dans la vie de leurs organisations. Mais elles occupent rarement des postes de responsabilité.

2.2.6. Les systèmes de gouvernances des associations de ressortissants des six communes à l'épreuve des droits d'ainés et coutumiers

L'ensemble des organisations se réunissent régulièrement selon une périodicité bien déterminée. Elles ont toutes fixé une cotisation annuellement par membre. Des cotisations

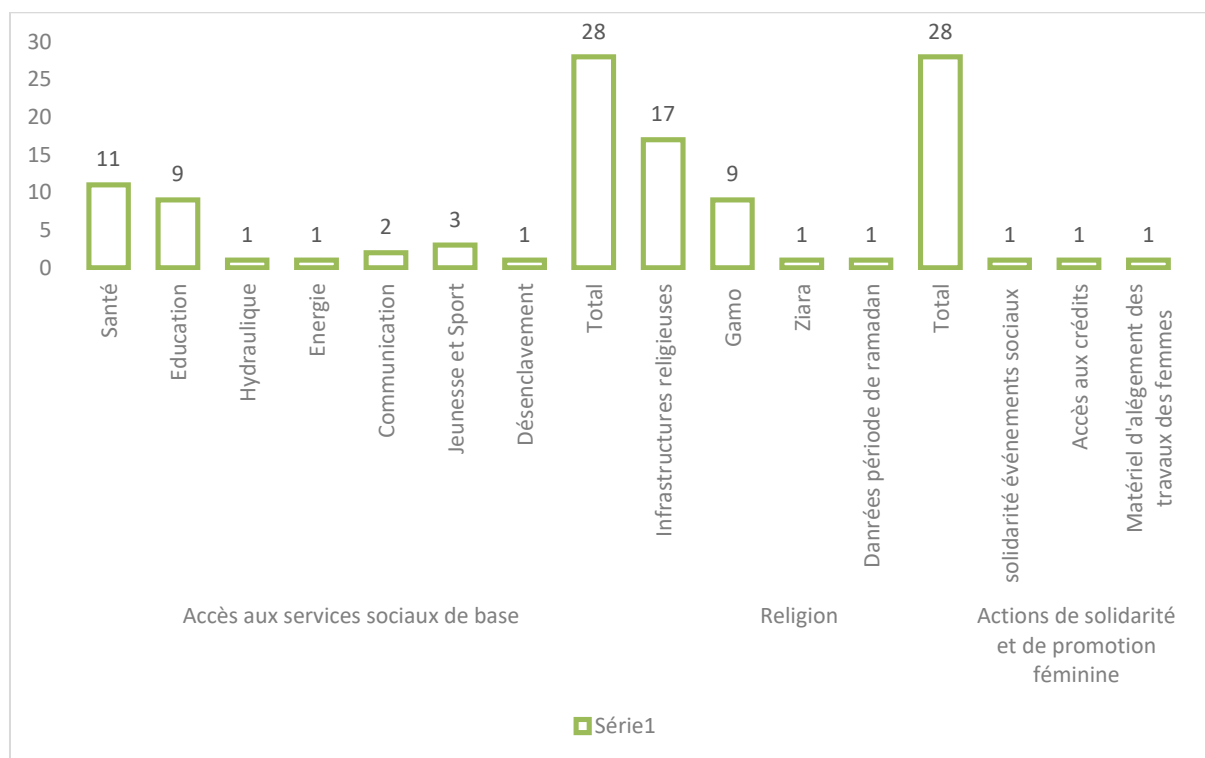
spéciales sont souvent faites en cas d'événement (décès, mariage et baptême). A l'exception des cotisations, la plus part de ces organisations n'ont aucune source de financement. Cependant, le renouvellement des organes de direction se fait rarement, qu'en cas de décès du président, d'incapacité d'assurer la présidence ou de démission. Le président, souvent parmi les plus âgés assure souvent la gestion financière sans être contrôlé. La plupart d'entre elles ne disposent pas d'outils de gestion, à l'exception des procès-verbaux et du bilan pour certaines.

2.3. Principales conclusions du répertoire des initiatives de co-développement des ressortissants des six communes

2.3.1. Secteurs de concentration des projets collectifs des ressortissants des six communes

Les activités réalisées par les associations des émigrés de 6 communes de Sédhiou sont diverses et varient d'une structure à une autre.

Graphique N°5 : Répartition des actions recensées par secteurs



Le secteur de la religion est le domaine où elles investissent le plus. Cela peut s'expliquer par diverses raisons :

- ✓ la majorité voire la totalité des membres de ces associations sont des musulmans ;
 - ✓ l'attachement à la religion musulmane.
- Elles restent également très sensibles aux difficultés d'accès aux soins de santé et aux services éducatifs pour la population.

2.3.2. Evaluation des pratiques partenariales des associations de ressortissants

Les pratiques partenariales des associations de ressortissant des six communes sont encore timides.

Au niveau local, nous n'avons rencontrés que deux cas de partenariats développés par les associations de ressortissant avec les autorités et institutions locales. Il s'agit :

- d'une part de l'Amicale des étudiants de Bounkiling qui a développé un partenariat avec les autorités communales et le centre de santé de ladite commune. Ce partenariat contribue à faciliter la prise en charge des nouveaux bacheliers, la formation et l'insertion des étudiants à travers l'octroi de stages.
- d'autre part de l'ADS qui a eu un partenariat avec la CNCAS de Sédhiou pour faciliter l'accès au crédit à 17 groupements de femmes de la commune.

Par contre, majoritairement les associations de ressortissants ne s'approchent pas des autorités de leurs communes d'origine dans le cadre de la réalisation de leurs activités.

Au niveau externe, les associations de ressortissants n'ont pas développé de partenariat institutionnel, financier et technique assez intéressant pouvant contribuer à la promotion des activités de développement de leur localité d'origine, à l'exception de l'ADG qui travaille avec des partenaires allemands.

Toutefois on note qu'un début de collaboration entre organisations de ressortissants du même village est en train de s'opérer en lieu et place de la méfiance et de la concurrence déloyale. Cette collaboration est surtout notée entre organisations d'émigrés surtout en Europe et celles qui sont en Afrique particulièrement, les sections locales (qui sont au village) pour la mise en œuvre d'infrastructures religieuses et sociales. Ces associations se rencontrent souvent dans des fora communautaires tenus à l'occasion des « Gamou » et cérémonies religieuses du village.

2.3.3. Apports des ressortissants des six communes aux territoires d'origine

L'analyse des projets révèle une grande tendance aux actions sociales et religieuses. Les quelques projets d'infrastructures sociales de base et économique concerne la contribution à l'amélioration de cadre sanitaire et éducatifs (infrastructures et équipements). Si ces projets ont souvent un caractère relativement innovant et induisent des impacts positifs sur le plan social et économique, les dimensions plaidoyer et partenariat constituent des points faibles à améliorer dans la mise en œuvre des projets de co-développement. Les porteurs de projets interviennent souvent en solitaires sans diversification des partenariats et quelque fois sans l'implication des autorités de la commune.

Toutefois, les changements apportés par l'action des organisations des émigrés et eux-mêmes individuellement sont multiples et divers.

Sur le plan religieux, on a noté une véritable amélioration du cadre de recueillement et de prière ainsi que l'organisation des «Gamo».

Concernant la santé, l'action des émigrés va surtout dans le sens de la dotation en médicament pour une accessibilité à moindre coût, l'organisation de campagne de consultation gratuite au bénéfice des populations, surtout les plus vulnérables.

Sur le plan de l'éducation, les actions des associations des émigrés ont contribué sensiblement à l'amélioration des résultats scolaires, au maintien à l'école des jeunes particulièrement des filles.

Du point de vue économique, l'apport des émigrés des six communes a surtout porté sur l'autonomisation financière des femmes et l'amélioration de leur revenu à travers la mise en place de fond de garantie pour faciliter l'accès au financement. Ils ont également joué un rôle prépondérant dans l'accès au logement des immigrants.

2.3.4. Qu'est-ce qui plombe l'investissement des ressortissants des six communes ?

Une des grandes difficultés rencontrées par les associations d'émigrés est la mauvaise gestion des ressources financières mis à la disposition d'une organisation ou personne relais. En effet, les fonds ne sont souvent pas gérés conformément à ce qui a été prévu.

L'accès aux financements est aussi une des contraintes majeures surtout pour les activités agricoles pour diverses raisons :

- ✓ la lourdeur des investissements ;
- ✓ la durée des remboursements ;
- ✓ et les multiples risques et covariants.

A cela s'ajoute la faiblesse des compétences des migrants ouest africains peu instruits, ce qui limite leurs performances dans leurs domaines d'investissement spécifiques. Les échecs des projets de co-développement ou leur manque de durabilité est assez fréquent du fait de l'absence d'études techniques et financières préliminaires et du faible niveau de collaboration avec les services techniques et les collectivités locales.

Conclusion

Au sortir de ce long processus de diagnostic participatif et itératif, nous pouvons nous réjouir de la pertinence des résultats obtenus qui serviront d'outils d'aide à la décision concernant l'optimisation du lien migration et développement à plusieurs égards.

Tout d'abord, ces études ont permis d'avoir une visibilité plus nette de la diaspora ressortissant de Sédhiou et de leur dynamique associative dans les régions pilotes. Elle aura permis d'avoir une idée sur la répartition des associations de ressortissants et leurs modes de fonctionnement et d'élucider les types d'actions des migrants ainsi que leurs modalités d'intervention collective et individuelle dans le développement de leurs collectivités locales d'origine.

Ensuite, au-delà des répertoires sur les associations de migrants et leurs initiatives de co-développement, elles ont permis d'avoir une base de données des migrants répertoriés dans les six communes pilotes et de soutenir le HOM dans son effort de recensement de la diaspora actives dans la région de Sédhiou.

En fin elles ont également fait l'objet de capitalisation permettant de diffuser une méthodologie innovante en matière de production des connaissances sur les migrations et le développement auprès des autres régions et partenaires.

Cependant, il faut noter que le phénomène de l'immigration, même s'il a été abordé et fait l'objet d'une base de données, n'a pas pu être analysé en profondeur telle que prévu dans les objectifs de départ. La raison fondamentale en est la faible structuration des immigrés, leurs mobilités permanentes et le statut informel de leurs organisations.

